

## FICHE THÉMATIQUE

# En finir avec le gaz russe

Version du 13 mars 2025

Le gaz se transporte sous deux formes : gazeuse et transportée via des gazoducs, ou bien liquéfiée à  $-160^{\circ}\text{C}$  (GNL) pour réduire sa taille 600 fois, acheminée via des navires méthaniers, déchargée puis regazéifiée et injectée dans le réseau [donc plus chère].

Les prix de référence du gaz sont fixés sur un marché virtuel néerlandais, le TTF [Title Transfer Facility]. Le prix moyen a doublé depuis le début de la guerre, sans qu'il n'atteigne aujourd'hui les niveaux de l'été 2022.



## 1. L'importation de gaz russe en Europe

En 2022, la Commission européenne s'était donné comme objectif de **se passer des énergies fossiles russes d'ici 2027** ([plan REPowerUE](#)). Elle devrait prochainement présenter sa feuille de route pour y parvenir.

**La Russie est le deuxième fournisseur de gaz de l'UE**, derrière la Norvège et devant les États-Unis [suivi des importations de gaz [EACA](#)]. Mais les importations ont chuté de 155Mds de mètres cubes (Gm<sup>3</sup>) à 46Gm<sup>3</sup> entre 2021 et 2024 [[institut Bruegel](#)]

- **La part du gaz transitant par gazoduc a diminué**
  - La fermeture du gazoduc *Bratsvo* passant par l'Ukraine au 31 décembre - sur décision de Zelensky - va accélérer ce mouvement. Il desservait principalement l'Autriche, la Slovaquie (opposée et qui s'était rendue à Moscou pour essayer de conserver des livraisons de gaz), la République Tchèque, l'Italie et la Slovénie. Cela va affecter particulièrement la Moldavie et la Transnistrie, dont la centrale thermique fournit 70% de l'électricité de la région.
  - Le gazoduc *TurkStream* qui transite par la Turquie et la Bulgarie est maintenu et alimente la Hongrie et la Serbie (un tiers du gaz russe importé soit 18Gm<sup>3</sup>).
  - Le gazoduc *Yamal-Europe* qui traverse la Pologne est à l'arrêt depuis le second semestre 2022.
  - La gazoduc *Nord Stream* menant jusqu'en Allemagne a fait l'objet d'un sabotage dans la mer Baltique en septembre 2022 [initiative ukrainienne, selon le *Wall Street Journal* - même si Kiev accuse Moscou].
- La part des importations sous forme liquide (GNL) russe a elle bondi à 19% en 2024 en augmentation sur un an (14% en 2023)

Aucune sanction sur le gaz russe n'a été mise en place, ni par les États membres (qui pourraient le faire unilatéralement), ni par la Commission. Le 24 juin 2024, le quatorzième train de sanctions interdit progressivement les transbordements de GNL russe sur des navires le réexportant ensuite hors UE, soit 20% des importations de gaz de l'union.

De son côté, le Trésor américain a imposé fin novembre 2024 des sanctions contre Gazprombank, l'entité russe chargée de gérer les financements du transport du gaz - ce qui pourrait entraver les paiements des livraisons via gazoduc. Mais selon le Ministre des Affaires étrangères hongrois, une exception aurait été accordée à son pays.

## 2. L'importation de gaz en France

**La part du gaz russe dans les importations de gaz en France est évaluée à 12%** [[AFP](#)] contre 22% en 2021, à égalité avec l'Algérie derrière la Norvège (32%) et les États-Unis (24%).

La répartition du GNL en 2024 est par contre de 38% pour les États-Unis (premier exportateur mondial), 34% pour la Russie (première source d'importation en UE devant l'Espagne) avec une augmentation de 81% par rapport à 2023 et un coût de 2,7Md€, 17% d'Algérie et 0,37% du Qatar (c'était 2,2% l'année précédente, avant les attaques des Houthis en mer Rouge)[[IEEFA](#)].

La France dispose de 5 terminaux méthaniers de regazéification (Dunkerque, Fos-sur-Mer (Fos-Cavaou, et Fos-Tonkin) et Montoir-de-Bretagne. Un nouveau terminal flottant (FSRU, *floating storage regasification unit*) a été mis en service au Havre en octobre 2023. Le pays est

devenu la plaque tournante du réexport vers les autres membres de l'Union européenne, notamment l'Allemagne. Par exemple, les réexportations vers la Belgique ont augmenté de 10% au premier semestre 2024.

Les compagnies importatrices sont en partie liées par des contrats de long terme scellés avec des pénalités prévues en cas d'arrêt unilatéral.

TotalEnergies continue de travailler en Russie et détient notamment 20% de Yamal LNG, qui exploite l'immense champ d'extraction de gaz en Sibérie (5 millions de tonnes d'importation par an).

### 3. La production de gaz en France

En baisse continue depuis les années 1980, la production nationale commercialisée de gaz naturel est quasi nulle depuis octobre 2013, date de l'arrêt définitif de l'injection du gaz de Lacq dans le réseau. Seul du gaz de mine (Nord-Pas-de-Calais) est toujours injecté, mais en quantités marginales.

Depuis 2012, du biométhane obtenu par épuration de biogaz circule dans les réseaux. Ses quantités sont faibles mais progressent fortement chaque année (9 TWh PCS en 2023, contre 7 TWh PCS en 2022). Fin 2023, 652 installations d'une capacité d'injection de 12TWh/an sont raccordées aux réseaux de gaz naturel et 826 projets supplémentaires sont en cours de développement (14TWh/an).

Le réseau français de transport de gaz naturel est exploité par deux opérateurs : Teréga pour le Sud-Ouest (5 100 km de réseau), NaTran pour le reste du territoire (32 600 km de réseau). On dénombre environ 200 000 km de canalisations de distribution (principalement par GRDF et 25 entreprises locales). Deux opérateurs exploitent 15 sites de stockage souterrain français : Storengy et Teréga.

### 4. La consommation finale en France

La consommation de gaz de la France a baissé de 20% entre 2021 et 2023 (dont -11,4% en 2023), sous l'effet d'un climat plus doux, des efforts de sobriété énergétique et de la hausse des prix de l'énergie [ex : [Duralex](#) qui suspend son four à cause des coûts].

- **62% de la consommation de gaz est du fait des ménages et des entreprises** du secteur tertiaire (chauffage, consommation courante, etc.).
- **25% concerne la production industrielle** (chimie, verrerie, etc.).
- **9% est destinée au fonctionnement des centrales thermiques** (à cycle combiné). Elles affichent un faible rendement (la moitié de l'énergie contenue dans le

combustible est transformée en électricité) et fonctionnent comme une solution d'appoint pour assurer la continuité de la fourniture en électricité.

## 5. Notre ligne politique

Pour arrêter de financer la guerre russe, nous devons nous doter d'une stratégie politique cohérente et constante. Cela passera nécessairement par une interdiction européenne, que nous souhaitons la plus rapide possible.

D'ici là, les Écologistes proposent trois lignes d'actions :

1. **Sobriété et efficacité.** Il faut moins consommer d'énergie donc de gaz ! Deux tiers du GNL acheté pour la France sert aux ménages et aux petites entreprises. C'est pourquoi la limitation du chauffage devrait être une mesure prioritaire à court terme. Nous devons aussi rénover plus rapidement les bâtiments publics, privés et les logements. Cela nous permettra de lutter à la fois contre le réchauffement climatique et l'économie de guerre russe. Au lieu de cela, le Gouvernement a diminué les crédits à MaPrimeRénov.
2. **Transition.** Nous aurons besoin du gaz, mais nous devons diminuer notre dépendance à cette source d'énergie. Par exemple en remplaçant les chauffe-eaux au gaz par des chauffe-eaux thermodynamiques. Les convecteurs électriques sont une source d'ébriété énergétique et d'endettement pour les ménages précaires et doivent être remplacés. Enfin, des solutions fondées sur des énergies renouvelables thermiques (bois, déchets, solaire thermique...) doivent être développées pour les alimenter.
3. **Importer autrement.** 25% de notre industrie fonctionne au gaz, dont la chimie qui n'est pas particulièrement en bonne santé économique. Même s'il faut respecter les objectifs de l'Accord de Paris d'ici 2045 [date déjà adoptée par l'Allemagne et la Suède], il n'est pas possible de tout changer tout de suite. Mais pourquoi alimenter nos usines avec du GNL russe ? Pourquoi ne pas acheter d'abord du gaz norvégien puisque c'est déjà le premier fournisseur de l'Union Européenne ? L'Etat français doit obliger Total à arrêter son partenariat avec Yamal LNG par voie législative s'il le faut et stopper ses importations de GNL dans les ports français.

---

### Sur le gaz de schiste américain

1. Il y a une certaine hypocrisie qui consiste à refuser de produire du gaz de schiste en France (à cause de ses externalités) et d'accepter de l'importer des Etats-Unis
2. La sortie du gaz russe ne doit donc pas être compensée par une augmentation des importations de gaz de schiste américain